

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°115 - NOVEMBRE 2023

EN ACTION

TOUS MOBILISÉS POUR "LES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES"



04 LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RCA



06 L'ÉCOLE MATERNELLE GBAYA DOMBIA FAIT PEAU NEUVE



08 VAKAGA : C'EST PARTI POUR LES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

09 KAGA-BANDORO : LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

10 TRAITE DES PERSONNES : ASSURER LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES ET SURVIVANTS



12 LA MINUSCA APPORTE SON APPUI AUX COMITÉS LOCAUX DES AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS DE LA VAKAGA



RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION
#115

MINUSCA INFO

WhatsApp Channels

UNMINUSCA I UN_MINUSCA

<https://www.facebook.com/minusca.unmissions>

<https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>

UNMINUSCA

https://twitter.com/UN_CAR

<https://minusca.unmissions.org/>

LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RCA

Le lancement des activités de la campagne annuelle des «16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles », dans différentes localités de la République centrafricaine, a débuté le 25 novembre 2023. A cette occasion, les femmes ont, partout, décrié la recrudescence des violences dont elles sont toujours victimes.

C'est sous les thèmes international « Investir pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles » et national « Partenaires publiques et privés, investissons dans la lutte contre les violences basées sur le genre pour réduire les inégalités et contribuer à l'atteinte des ODD », que la campagne a été lancée à Bangui, Bossangoa, Tefel (dans la Vakaga), Bangassou, Kaga-Bandoro, Bouar, Bria, Ndélé, et Obo, entre autres, avec l'appui de la MINUSCA.



A Bossangoa

Le préfet de l'Ouham Barthelemy Wilikon, a rendu un vibrant hommage aux activistes des Droits de l'Homme et aux acteurs de la lutte contre les violences basées sur le genre. « Quant à vous les femmes et les autorités locales, vous devez sortir de votre mutisme et de dénoncer les présumés auteurs des violences basées sur le genre », a-t-il ajouté.



A Bangassou



Le préfet du Mbomou, Pierrette Benguere, a salué les efforts déployés principalement par le Gouvernement centrafricain ainsi que de tous les acteurs pour lutter contre les violences basées sur le genre (VBG). En combinant les efforts des uns et autres à ceux du gouvernement, les acteurs ont réaffirmé leur lutte commune et leur contribution à la réponse multisectorielle qui s'articule autour de quatre axes à savoir : la sensibilisation, la prise en charge holistique des victimes, l'assistance juridique et le plaidoyer auprès des autorités en vue d'ériger la lutte contre les VBG au titre des priorités nationales.

Cette campagne est saluée par les autorités locales, qui par la même occasion, plaident pour la poursuite des présumés coupables des actes de violences à l'égard des femmes et des jeunes filles, et une prise de conscience par tous.



A Ndélé

Le lancement officiel a eu lieu le 27



novembre 2023, au cours d'une cérémonie organisée en collaboration avec l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), l'ONG internationale IRC, les associations féminines et les groupements féminins. La cérémonie a démarré par une marche depuis le stade municipal jusqu'à la mairie de Ndele où, les femmes et les filles, ont entonné des chansons qui expriment leurs souffrances à la suite des mauvais traitements qu'elles subissent quotidiennement et en réclamant leurs droits.

La cérémonie officielle, a été présidée par le préfet intérimaire Jean Gilbert. Les intervenants dans leurs allocutions, ont prôné le respect des droits de la femme et des filles et l'arrêt des violences basées sur le genre. C'est dans ce sens que, le chef du bureau de la MINUSCA à Ndele, Helder Gaspar Da Costa, a exhorté toutes et tous, à se mobiliser comme une seule personne pour mettre un terme à ce fléau qui, n'honore pas les femmes et les filles. Selon lui : « cette campagne ne doit pas se faire que pendant les 16 jours d'activisme mais, plutôt pendant 365 jours ».



A Bangui

Lancée le 28 novembre 2023, par la première Dame Brigitte Touadera, la Campagne des « 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles », a été couplée avec la Campagne « Nous sommes égaux » des Premières Dames d'Afrique. Cette manifestation a vu la présence de plusieurs personnalités du pays, des partenaires, y compris des agences des Nations Unies et la MINUSCA, ainsi que des milliers de femmes de différentes couches sociales.

« L'organisation des Premières Dames d'Afrique pour le développement, consciente que les violences basées sur le genre sous leurs multiples formes constituent une atteinte inacceptable aux droits des femmes et des filles, que les impacts de ces violences sont dévastateurs et durables, que les violences basées sur le genre posent un problème complexe qu'il est aussi nécessaire de remettre en question certaines cultures nocives, a décidé de résoudre. Les premières dames ont décidé de faire passer un message, une vérité essentielle. « Nous sommes égaux », a indiqué Brigitte Touadera.

Elle a encouragé « chacun à dire non aux violences basées sur le genre et oui à l'égalité des sexes en République centrafricaine ».



L'ÉCOLE MATERNELLE GBAYA DOMBIA FAIT PEAU NEUVE

Le ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant a réceptionné, le 18 octobre 2023, l'école maternelle Gbaya Dombia, réhabilitée par la Force et la Police de la MINUSCA dans le cadre des activités Civilo-Militaires de la Mission. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités du pays et des responsables de l'Etat major intégré de la MINUSCA, des parents et des élèves de ladite école.



Le projet de rénovation de cette école, située dans le 3e arrondissement de Bangui, est parti du constat de l'état de délabrement des infrastructures et de l'équipement de ce jardin d'enfants, fait par la Coordination des activités Civilo-Militaires de l'Etat major intégré de la MINUSCA.

A cet effet, plusieurs travaux ont été entrepris au rang desquels la réparation des portails, la rénovation des salles de classe, la pose d'une nouvelle toiture, la réparation des plafonds, des tables, chaises, bancs, armoires et bibliothèques. L'école a également été dotée d'une citerne d'eau de 5000 litres. L'école permettra désormais aux enfants d'étudier dans un meilleur environnement.

La Capitaine Fatima Oumimoune Responsable de la cellule des Civilo-Militaires de la MINUSCA, a présenté l'état des lieux avant la rénovation.

« Les blocs sanitaires ont été trouvés insalubres du fait de l'absence d'adduction en eau. Les

salles de classes usées avec des vieux mobiliers, à tel point que trois enfants partageaient une chaise. Concernant la cour de récréation, qui était censée être un espace commun où les enfants pouvaient jouer et se détendre, elle était malheureusement un lieu d'aisance, en l'absence de toilettes. L'école n'avait pas de portails et cela exposait les enfants à plusieurs dangers », décrit-elle.

Le représentant du maire du 3e arrondissement, Conseiller Hamadou Roufai, a appelé quant à lui, au bon usage de cet édifice. « Chers parents d'élèves, jeunesse et femmes du 3e arrondissement, c'est notre tour maintenant de garder et de protéger ce joyau comme les prunelles de nos yeux car c'est ici que certains parmi nous ont passé leur enfance... », a-t-il lancé.

Des kits scolaires et quelques vivres ont été distribués lors de la cérémonie, aux 200 enfants de la maternelle Gbaya Dombia âgés de 03 à 05 ans.■

Par Grace Ngaléo

FACILITER LE RETOUR DES COMMERÇANTS AU MARCHÉ KOKORO



Le marché Kokoro du « kilomètre 5 », dans le 3e arrondissement de Bangui, réhabilité en partie par la MINUSCA, a été remis aux autorités locales, le 17 octobre 2023, après plus de 10 ans de mal fonctionnement à la suite de la crise de 2013. Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre des Projets à impact rapide, pour une valeur de plus de 17 millions de FCFA, prend également en compte les normes d'autres marchés de la capitale.

Considéré comme lieu d'échanges et de convivialité, ce marché, à l'instar d'autres, a été fortement touché par la crise militaro politique de 2013. Une situation qui a fait que les commerçants se sont éparpillés dans les marchés environnants à savoir Petevo, Kette Nguerret, Kette Ngoussa. Le but est de faciliter le retour des commerçants dans cet édifice de 3 à 4 milles places.

« Nous sommes soulagés par la réhabilitation de ce marché. Avant, tu ne pouvais pas passer dans ce marché à cause des ordures ; il y avait beaucoup de bandits aussi ; mais aujourd'hui nous sommes très satisfaits. Il faut que le marché reprenne, les commerçants regagnent le marché pour payer des loyers, les tickets afin de contribuer au développement du pays », a souligné Ali Mahamat président des Bouba Ngueret (commerçants) du marché Kokoro.

Outre la réhabilitation du marché Kokoro, le projet prend aussi en compte la réhabilitation des douches et des toilettes du marché central de Bangui et la reconstruction des pilastres

cassés du marché Mamadou Mbaïki, la réhabilitation du siège de l'association des commerçants dudit marché et la réhabilitation du siège de l'association des commerçants du marché KM5-Centre.

« C'est dans sa dynamique de renforcement de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale, et du vivre ensemble et de la restauration de l'autorité de l'Etat que la MINUSCA n'a pas hésité à répondre favorablement à la demande en apportant le soutien financier nécessaire à la réalisation des travaux », a indiqué Claude Demba Kalondji, chef du bureau de terrain par intérim de la MINUSCA.

Les personnalités locales et administratives et celles de la MINUSCA présentes à la cérémonie, ont appelé les différents bénéficiaires notamment « les commerçants, acheteurs, les communautés du premier et du 3e arrondissement à faire bon usage de ces ouvrages, de les surveiller scrupuleusement et de les protéger contre les actes de vandalisme ».

Par Grace Ngaléo

VAKAGA

C'EST PARTI POUR LES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

Le bureau de la MINUSCA à Birao a lancé, le 25 novembre 2023, les activités de la campagne annuelle des 16 Jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles, à Tefel, localité située à environ 20 kilomètres de Birao. Prévue du 25 novembre au 10 décembre 2023, cette campagne est placée sous le thème : « Investissons dans la prévention des violences basées sur le genre (VBG) pour réduire les inégalités et contribuer à l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD) ».



Le lancement des activités a débuté par une marche qui a mobilisé près de 1500 personnes dont des femmes, jeunes filles, élèves et leaders communautaires de Terfel et des villages environnants.

Au cours de la cérémonie officielle, les femmes par la voix de la présidente de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Birao, Fatim Ahamat, ont décrié la recrudescence des violences dont elles sont victimes.

Le Chef du bureau de la MINUSCA, Jean Emile Vincent Nkiranuye, a, quant à lui, félicité les femmes pour leur courage et leur détermination à endiguer ce fléau. « Les violences à l'égard des femmes et des filles, c'est une réalité ici dans la Vakaga. Leaders communautaires, autorités administratives ou jeunes, nous devons tous travailler à lutter contre ce fléau par nos actes et nos

comportements vis-à-vis des femmes qui sont nos épouses, nos mamans, nos enfants, nos belles filles, nos petites sœurs », a-t-il souligné.

Le représentant du préfet de la Vakaga, David Robert Margoe, a, pour sa part, interpellé les leaders communautaires et les jeunes sur leur contribution pour réduire et prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles.

Pendant cette cérémonie, des sketchs sur les violences à l'égard des femmes et des filles ont été joués par les jeunes. Un premier sketch sur un cas de violences dans un foyer et un second, sur un cas de violences liées aux accusations de sorcellerie.

Cette année, la campagne des 16 jours d'activisme est combinée avec la campagne nationale de mobilisation sociale contre les violences basées sur le genre. ■

Par Mamouda Tankoano

KAGA-BANDORO

LANCEMENT DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Les membres du groupe de travail sur les violences basées sur le genre (VBG) constitué des Agences des Nations Unies, des ONG nationales et Internationales et de la MINUSCA ont lancé la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles, le 25 novembre 2023 à Kaga-Bandoro.



C'est sous les thèmes international « Investir pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles » et national : « Partenaires publics et privés, investissons dans la lutte contre les violences basées sur le genre pour réduire les inégalités et contribuer à l'atteinte des ODD », que le lancement a été effectué.

Caravane, sketches, jeux concours et discours ont marqué la cérémonie qui a également servi de tribune pour une sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG), ainsi que sur les exploitations et abus sexuels.

Pour le préfet de la Nana-Gribizi, Abdoulaye Mahamat, les principaux auteurs des VBG sont les hommes et ceux-ci doivent être ciblés dans le cadre de cette campagne. Il a dénoncé la montée de ces violences et l'impunité qui les caractérise. En exhortant les acteurs à plus d'actions concrètes, il a réitéré l'engagement et la responsabilité des autorités pour la prévention et la gestion des violences, avant d'exprimer sa disponibilité à appuyer les actions des partenaires.

Selon le Chef du Bureau par intérim de la MINUSCA, Jean-Jacques Daniel, les Objectifs de développement durable (ODD) ne pourront être atteints si des efforts sérieux ne sont pas faits pour réduire, voire éradiquer les violences à l'égard des femmes et des filles qui constituent plus de la moitié de la population mondiale. Il a affirmé le soutien de la MINUSCA aux actions qui impliquent tous les acteurs dans la prévention et la lutte contre les VBG. Il a aussi réitéré l'engagement des Nations Unies à accompagner les efforts du Gouvernement dans la construction d'une nation paisible, condition nécessaire pour un développement durable.

Plus de 700 personnes, dont 500 femmes, y compris autorités administratives, traditionnelles et religieuses, organisations de la société civile, femmes, jeunes, leaders communautaires ont pris part à ce lancement officiel. ■

Par Agbeko Koffi Sodjinou

TRAITE DES PERSONNES

ASSURER LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES ET SURVIVANTS

La Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, Siobhán Mullally, a échangé le 30 novembre 2023, avec la presse après sa visite du 24 au 30 novembre 2023, en République centrafricaine. A l'occasion, elle a appelé à la poursuite des actions visant à prévenir la traite, y compris la traite liée au conflit, à garantir l'assistance et la protection aux victimes.

Cette conférence de presse a marqué la fin de sa mission d'évaluation, de la traite des êtres humains en République centrafricaine, où madame Mullally a échangé avec plusieurs acteurs sur le renforcement des réponses à la traite des êtres humains, la prévention efficace et l'accès à la justice pour les victimes et les survivants, les risques de traite dans les situations de post-conflit et de conflit, y compris le recrutement et l'utilisation des enfants dans les conflits armés.

L'experte a indiqué à la presse que : « l'inégalité entre les sexes et les risques élevés de traite à des fins de mariages d'enfants et de mariages forcés, de l'esclavage sexuel et de la servitude domestique touchent particulièrement les femmes et les filles ».

Face à cette situation, elle plaide pour que « les autorités renforcent les mesures de prévention et améliorent la protection et le soutien aux victimes ».

Elle s'est également attardée sur les facteurs favorisant la traite des humains. « L'impact continu du conflit, du changement climatique et des déplacements, combiné à l'insécurité alimentaire et à l'accès limité à l'éducation, augmente considérablement les risques de traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants », a déclaré Mme Mullally.

Pour prévenir la traite des enfants, la République centrafricaine doit donner la priorité à l'élargissement de l'accès à l'éducation et au renforcement des systèmes de protection de l'enfance, a déclaré l'experte.

« Une prévention efficace de la traite nécessite des mesures de lutte contre la pauvreté et d'autonomisation des femmes et des filles, notamment par l'éducation, l'accès à des moyens de subsistance et à un travail décent, et la protection sociale », a-t-elle ajouté.

La Rapporteuse spéciale s'est également félicitée des développements significatifs relatifs aux droits de l'enfant, en particulier l'adoption de la Loi no 20.016 du 15 juin 2020, portant Code de protection de l'enfant en République centrafricaine, et l'adoption du Plan d'action contre la traite des enfants en République centrafricaine.

Hormis sa rencontre avec les personnalités, les organisations des droits de l'Homme à Bangui, la MINUSCA, Madame Mullally, s'est rendue à Bria où elle s'est entretenue avec des personnes qui ont fui les vagues successives de violences. ■

Par Grace Ngbaleo



Une table ronde sur la lutte contre l'impunité pour les crimes de violences sexuelles liées aux conflits en République centrafricaine (RCA) s'est tenue du 15 au 17 novembre 2023, à Bangui avec la participation de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en charge des violences sexuelles dans les zones de conflits, Pramila Patten.

Cette initiative des autorités centrafricaines, organisée avec le soutien de la MINUSCA et des agences des Nations Unies, avait pour objectif de permettre le dialogue entre les autorités nationales et locales, les associations des victimes et survivantes, les acteurs de la société civile ainsi que les représentations diplomatiques en vue de la mise en œuvre des priorités en matière de réponse judiciaire et non-judiciaire aux violences sexuelles liées aux conflits en RCA.

Le ministre de la Justice, Arnaud Djoubaye

Abazène, a affirmé à cette occasion que le gouvernement centrafricain s'était engagé à mener des actions courageuses et rigoureuses en termes de plaidoyer, en vue de dénoncer sans réserve les crimes de violences sexuelles.

Même si les États ont la responsabilité juridique de mettre fin à l'impunité et de poursuivre en justice tous les responsables de violences sexuelles liées aux conflits, à ce jour, très peu d'auteurs ont été traduits en justice. Cependant, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a félicité le gouvernement centrafricain pour les efforts mis en œuvre pour lutter contre l'impunité.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a affirmé l'importance d'adopter une approche centrée sur les survivants, qui respecte leurs droits et donne la priorité à leurs besoins en garantissant qu'ils reçoivent des soins requis sans discrimination négative. ■



LA MINUSCA APPORTE SON APPUI AUX COMITÉS LOCAUX DES AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS DE LA VAKAGA

Le bureau terrain de la MINUSCA a, à travers la section des Affaires civiles, procédé au lancement officiel de la campagne de sensibilisation sur la transhumance apaisée de l'année 2023-2024, à Bourra, localité située à environ 30 kilomètres de Birao, le 27 novembre 2023. Une moto a été remise à cette occasion aux membres du Comité Préfectoral de la transhumance de la Vakaga pour faciliter leur déplacement.



En lançant cette campagne, la MINUSCA entend réduire considérablement les conflits entre agriculteurs et éleveurs à travers des sensibilisations sur le respect des couloirs, le recours aux comités locaux de la transhumance pour la résolution des conflits. Grâce à ces efforts, la Mission des Nations Unies en République centrafricaine a contribué à réduire considérablement les conflits entre éleveurs et agriculteurs. « Courant 2022, sur les 22 incidents enregistrés, 20 ont été résolus par les Comités de la transhumance et deux ont été référés à la gendarmerie et à la Justice. Ces acquis ont été engrangés grâce à l'appui de la MINUSCA qui nous forme sur les mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits liés à la transhumance », a soutenu Issa Abdoulaye dit Guido, Président du Comité de transhumance de la Vakaga.

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vakaga, David Robert Margoe, s'est réjoui de l'appui de la Mission Onusienne, qui contribue à la baisse des conflits liés à la transhumance. « La Vakaga est l'une des principales zones de passage des éleveurs transhumants en

provenance du Tchad et du Soudan. Un petit conflit entre éleveur et agriculteur peut être source d'un conflit interethnique. Toute notre reconnaissance à la MINUSCA qui nous appuie, sans cesse, à la sensibilisation de ces deux parties sur le vivre ensemble et la cohésion sociale », a-t-il laissé entendre.

A l'occasion du lancement de cette campagne, une moto a été remise aux membres du Comité de la transhumance en vue de faciliter leur travail sur le terrain. Le Chef du bureau de la MINUSCA, Jean Emile Jean Emile Nkiranuye, a profité de l'occasion pour appeler les membres du comité local de transhumance à travailler davantage à renforcer la cohésion sociale entre éleveurs et agriculteurs, surtout avec le conflit au Soudan qui accentue le déplacement de plusieurs éleveurs transhumants.

En vue de soutenir davantage les efforts des autorités locales dans la sensibilisation sur la transhumance apaisée, la Mission prévoit de construire dans des localités à forte présence de transhumants, trois puits, trois abreuvoirs et trois parcs à bétails. ■

Par Mamouda Tankoano

Dans le cadre de la promotion d'une transhumance apaisée et de la réduction des conflits agriculteurs éleveurs, la MINUSCA a remis un Projet à impact rapide, d'une valeur d'environ 22 millions de FCFA, aux associations d'éleveurs et d'agriculteurs de Bambari dans la préfecture de la Ouaka, le 10 novembre 2023.

Il s'agit de 600 kits de semences agricoles et de 300 moutons. Les kits de semences agricoles sont composés de maïs, d'arachide, de courge, de sésame et du matériel agricole au profit de 480 ménages vulnérables établis le long des villages d'accueil des éleveurs transhumants.

« Le projet remis aux groupements va impacter la réduction des conflits entre agriculteurs et

éleveurs », a estimé Koulou Gaspard représentant le Groupe de travail sur la transhumance de la sous-préfecture.

De son côté, Abel Machipata, maire de la commune centrale de Bambari, en réceptionnant les projets au nom des bénéficiaires, a salué l'appui de la MINUSCA « qui vient une nouvelle fois de contribuer à l'autonomisation des groupements et à la consolidation de la paix et du dialogue durables entre les centrafricains ».

En remettant ces projets, Albert Diouf, représentant du Chef du bureau de la MINUSCA Bambari, a réitéré l'engagement de la Mission à soutenir les autorités et les populations centrafricaines pour un retour définitif de la paix dans le pays. ■



#MINUSCA



Toute l'**actualité** de la
MINUSCA sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA

